

les intérêts seulement que nous payons cette année sur la dette nationale.

Monsieur le président, cela est inconcevable! Mais voilà que le public, le peuple canadien, nos gens, nos ouvriers, nos professionnels, nos médecins—même celui que j'entendais tantôt, qui est un médecin de Saskatoon et député de son comté—ne s'attaquent jamais au système monétaire. Jamais! Par ailleurs, toujours au domaine de la taxation, taxer plus là, moins là, pour permettre plus d'exploitation dans le domaine médical ou dans le domaine des recherches. Cela n'apporte pas la solution du problème, mais le député de Saskatoon créait le problème en même temps que le gouvernement. Where will we get the money? Where?

Le député s'est-il déjà demandé où nous avons trouvé l'argent pour faire les guerres et des milliards de dollars pour des canons, des obus, des engins de destruction? Le député ne se demande pas comment il se fait qu'on ne trouve pas les mêmes montants pour des recherches médicales, scientifiques, au Canada, pour développer notre pays, pour former notre population, pour faire du Canada un pays où tout le monde pourrait y puiser une formation intellectuelle et autres. L'honorable député ne se demande jamais cela. Pourquoi? Parce qu'on rapetisse toujours! Les possibilités physiques et intellectuelles que nous avons, nous les rapetissons aux dimensions du système financier, du système monétaire. Même si l'honorable député de Matapédia-Matane n'accepte pas ce que je dis là, il sait que c'est la vérité. Les résultats sont là pour le prouver, non seulement ici, à Ottawa, mais également dans n'importe quelle des provinces canadiennes.

Monsieur le président, nous ne demandons à personne de faire des miracles, mais lorsque c'est physiquement et intellectuellement possible, nous demandons de poursuivre les recherches dans le domaine médical, comme dans le domaine scientifique, afin de donner au Canada un aspect autre, une réputation de pays intelligent, de pays qui va de l'avant. Voilà les résultats que nous voulons. A ce moment-là, je crois que le gouvernement canadien ferait un apport remarquable en offrant au monde entier les possibilités que nous avons ici et qu'on ne peut trouver dans d'autres pays du monde.

L'honorable ministre de l'Industrie est parfaitement au courant de ce que je dis. D'ailleurs, ce n'est pas à moi de dire ou d'expliquer la grande influence dont jouit le Canada dans d'autres pays du monde. Seulement, ce n'est pas en nous assoyant, ce n'est pas en attendant, ce n'est pas non plus en limitant nos moyens d'action, au point de vue recherches et découvertes scientifiques, que nous conti-

nuerons notre travail ou que nous pourrions donner l'exemple aux autres pays.

Monsieur le président, ce crédit n° 10, selon moi, est nettement insuffisant pour permettre à nos chercheurs de continuer leurs études, ou leurs recherches, car il constitue à peine $\frac{1}{30}$ ou $\frac{1}{20}$ et $\frac{1}{2}$ des intérêts que nous payons sur la dette nationale seulement.

[Traduction]

M. Otto: Monsieur le président, nous avons été témoins d'un bon débat sur le Conseil national de recherches, et sur la recherche spécialisée. Je vais m'adresser au ministre en me plaçant dans une perspective plus vaste. On nous a dit et nous savons que le Conseil national de recherches subventionne la recherche médicale, comme l'a rappelé le député d'York-Humber. Nous encourageons la recherche scientifique, mais de nombreux projets de recherches se répètent de temps à autre. Dans l'ensemble, le Conseil national de recherches débourse de l'argent, en essayant de mettre à profit chaque dollar. Ce qui nous manque au pays, et ce dont nous avons un besoin criant, c'est de la recherche appliquée. Personne ne met en doute l'importance de la recherche scientifique, spécialisée, ou pure, mais la recherche appliquée est un aspect qui n'a pas été étudié et je formule mes recommandations en ce sens.

De façon générale, la recherche appliquée peut toucher tous les organismes gouvernementaux. Prenons par exemple le Bureau fédéral de la Statistique qui recueille un grand nombre de données. À moins que ces renseignements ne soient mis à profit, ils n'ont que peu de valeur. Le gouvernement canadien dépense plus d'argent pour l'achat de marchandises qu'aucune société ou aucun individu et cependant c'est de manière empirique que nous décidons souvent de nos achats et de nos fournisseurs. Songeons par ailleurs à la *Japanese Export Trade Research Organization*—dont le sigle est JETRO. Le fait que les Japonais accaparent environ 67 p. 100 des marchés canadien et américain pour les articles en acier inoxydable n'est pas dû au hasard; ce n'est pas non plus un accident si la plupart des personnes qui se trouvent dans la tribune de la presse possèdent de bons appareils photographiques fabriqués au Japon. Cette situation est le résultat d'un programme de recherches bien pensé.

Les gens de JETRO sous-traitent l'étude du marché à des individus ou à des sociétés au Canada, aux États-Unis, en Allemagne et ainsi de suite. Une fois cette étude terminée, ils savent ce que les Canadiens aiment, si ce sont des appareils photographiques, ou des articles de voyage. Ils connaissent le poids, la couleur et le genre de malles qu'ils pourront nous vendre. Ils connaissent les acheteurs, savent si